



PRÉFET DE L'YONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES
ET DES POLITIQUES
PUBLIQUES

SERVICE ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-DCPP-SE-2016-0033
du 11 MAR 2016

mettant en demeure la Société Fonderie MASUE de respecter, dans ses installations sises à JOIGNY, certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté n°93-65 du 25 novembre 1965

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le titre 7 du Livre premier du Code de l'Environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 93-65 du 25 novembre 1965, autorisant M. le Directeur de la société FONDERIE MASUÉ à exploiter une fonderie aluminium sur le territoire de la commune de JOIGNY ;

VU le rapport de constatations en date du 1^{er} février 2016, établi par l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection sur site le 4 novembre 2015 ;

CONSIDERANT que l'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'eau ;

CONSIDERANT que l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 dispose que « l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; la gestion des effluents [...] en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ; [...] » ;

CONSIDERANT que l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 dispose que « les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ont pour origine unique le réseau public » ;

CONSIDERANT que l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 dispose que « tous les effluents aqueux sont canalisés. [...] il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. » ;

CONSIDERANT que l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 dispose que « un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. [...] » ;

CONSIDERANT que d'une part, l'exploitant ne connaît pas sa consommation d'eau prélevée au milieu et que d'autre part, il prélève de l'eau dans le milieu par le biais de deux puits de forage pour son process de refroidissement ;

CONSIDERANT que l'inspection a constaté que les réseaux d'eaux résiduelles et d'eaux pluviales étaient connectés et que l'exploitant ne dispose d'aucun plan des réseaux ;

CONSIDERANT en conséquence, que l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles 2.1.1, 4.1.1, 4.1.2 et 4.2.2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 relatifs au prélèvement, à la consommation, à la collecte et au traitement de l'eau,

CONSIDERANT que l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 dispose en outre que « l'exploitant met en œuvre une surveillance des eaux souterraines conformément aux prescriptions de l'article 65 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. [...] » ;

CONSIDERANT que l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 dispose en outre que « l'exploitant établit chaque année un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées aux articles 9.2. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée [...] des actions correctives mises en œuvre ou prévues [...] ainsi que de leur efficacité. Il est adressé à l'inspection des installations classées » ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'effectue pas de surveillance des eaux souterraines et ne procède pas aux analyses réglementaires des eaux résiduelles en sortie des points de rejets de son site ;

CONSIDERANT en conséquence, que l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles 9.2.4 et 9.3.2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 relatif à la surveillance des émissions polluantes dans l'eau et de leurs effets ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture

ARRETE

Article 1er

En application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, Monsieur le Directeur de la société FONDERIE MASUÉ, dont le siège social est 11, Route de Chamvres à JOIGNY, est mis en demeure à compter de la notification du présent arrêté :

- sous un délai de six mois, de respecter les prescriptions des articles 2.1.1, 4.1.1, 4.1.2 et 4.2.2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 en identifiant les réseaux sur un plan, en séparant les différents réseaux de collecte des eaux, en réalisant une étude technico-économique proposant un nouvel aménagement des installations de refroidissement et d'usinage respectant les dispositions réglementaires et démontrant l'absence d'impact sur le milieu en terme de consommation d'eau et d'émissions de polluants dans l'environnement.
- sous un délai de trois mois, de respecter les prescriptions de l'article 9.2.4 et 9.3.2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-0466 du 19 novembre 2007 en engageant des analyses pertinentes sur les eaux souterraines et en procédant aux mesures réglementaires des paramètres dans l'eau en sortie des points de rejets de son site.

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Notification et exécution

Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Yonne, M. le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-franche-Comté et M. le Responsable de l'unité départementale Nièvre/Yonne de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Société Fonderie MASUE et dont une copie sera adressée à :

- M. le Maire de Joigny
- Mme la Procureure de la république près le Tribunal de Grande Instance d'AUXERRE,
- M. le Directeur départemental des Territoires
- M. le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie d'AUXERRE
- M. le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours.

Fait à Auxerre, le 11 MARS 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,


Marie-Thérèse DELAUNAY

Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à DIJON d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision attaquée.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de l'Écologie, de l'Énergie et de la Mer d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

